

# Comment améliorer la prise de conscience de la dimension citoyenne de chacun dans une dimension plus globale pour construire une humanité plus juste et éclairée ?

**Respectable Loge, Athanor, Orient de Montfort l'Amaury, Région 7**

**Mots-clefs : Citoyen, Éducation et service civique, Intérêt général, Association**

## Un contexte propice à réinventer la notion de citoyenneté dans notre société

La crise sanitaire que l'Humanité traverse actuellement nous invite, au-delà de la dimension fraternelle qu'elle fait naître, à nous interroger sur « l'Après ». Dans ce contexte, l'utopie maçonnique visant à la concorde universelle nous enjoint de repenser notre propre rôle dans nos sociétés et notamment celui de notre citoyenneté.

La démarche initiée par le Grand Orient De France accompagnant la rédaction d'un Livre Blanc nous invite à nous demander « comment améliorer la prise de conscience de la dimension citoyenne de chacun dans une dimension plus globale pour construire une humanité plus juste et éclairée ? ».

Afin de répondre à cette question, il me semble intéressant de revenir aux origines de cette notion de citoyenneté puis de voir dans quelle mesure elle doit aujourd'hui reprendre son sens et sa profondeur.

## Citoyen : origine et quête de sens

Le mot « citoyen » étymologiquement issu du latin « civis » trouve cependant son origine au cœur de la Grèce antique. Bien que ne concernant alors qu'une minorité (à savoir les hommes libres, exclusion faite des femmes, des esclaves et des étrangers soit presque 90% des habitants), cette notion pose pour principe une égalité devant la loi et donc une capacité justement répartie dans la prise de décision publique.

Chaque citoyen, c'est à dire chaque personne ayant le « droit de cité », a ainsi à l'origine le droit de participer aux affaires de la cité. Dans une conception plus juste et éclairée de la société, ce droit antique du citoyen est naturellement vécu comme un devoir de proactivité dans la chose publique. Il est alors inconcevable qu'un citoyen ne s'intéresse pas, ni ne s'investisse dans la bonne gestion de la société, que ce soit du point de vue économique, militaire ou agricole.

Au travers des siècles et de l'évolution de nos sociétés, en parallèle de la reconnaissance de la citoyenneté à une part croissante de la population, en particulier au moment de la Révolution Française où elle s'accompagne d'une notion de nationalité, la dimension juste et équilibrée qu'elle revêt à son origine est progressivement abandonnée. Le citoyen est celui qui, par sa naissance, son âge, sa qualité, obtient des droits.

Ainsi, la recherche par les citoyens d'une citoyenneté plus active, approfondie, devient une question récurrente. Celle-ci comprend à la fois la revendication d'un rôle plus direct dans la prise de décision politique (de nombreuses enquêtes d'opinion révèlent le souhait des citoyens d'un recours plus fréquent au référendum local ou national), mais aussi l'acquisition de nouveaux droits.

Or pour construire une humanité plus juste, il faut inévitablement que ces droits que nous revendiquons s'accompagnent de devoirs. C'est le fondement même de nos sociétés démocratiques et ce qui nous permet de tendre vers un équilibre.

## Des solutions concrètes pour des citoyens bâtisseurs d'une humanité plus juste

Afin de répondre à la problématique que nous nous posons, il paraît donc intéressant de travailler sur deux axes : formation/sensibilisation et actions concrètes.

En premier lieu, dans l'optique d'améliorer la prise de conscience de la dimension citoyenne de chacun, il semble opportun que l'Éducation Nationale continue de renforcer le programme d'éducation civique. Mieux informés, mieux sensibilisés, les citoyens en devenir que sont nos enfants doivent être mieux éclairés et prendre conscience de leur rôle dans la vie de la Cité.

A titre d'exemple, certaines communes ont instauré les Conseils Municipaux des Jeunes qui permettent de responsabiliser très tôt les populations et qui se voient renouvelés tous les ans pour permettre une meilleure dynamique. Ce procédé pourrait être généralisé pour concrétiser la pratique de notre démocratie.

Il faut renforcer l'équilibre droits/devoirs et ancrer l'idée que les possibilités qui nous sont offertes de participer aux affaires publiques s'accompagnent de responsabilités à l'encontre de la société dans son ensemble. Pour se faire il faut comprendre le fonctionnement de notre système administratif, de nos institutions et faire participer au plus tôt nos enfants aux grands moments de vie publique.

En parallèle, il semble également indispensable d'exiger de chaque citoyen une participation active dans la vie publique. Cette action concrète de chacun participerait à la prise de conscience (car il faut souvent faire soi-même pour se rendre compte de la difficulté de ce qu'on demande aux autres) et nous éclairerait sur la complexité d'agir dans l'intérêt de la communauté avec justice et équité.

C'était l'ambition du service civique instauré en 2010 mais peu usité depuis car basé essentiellement sur le volontariat. A ce titre, les travaux d'intérêts généraux qui ne seraient plus limités à un contexte carcéral mais élargis à des populations volontaires pourraient également constituer une piste intéressante. La période de confinement que nous avons vécue a permis d'illustrer la nécessité de pouvoir compter sur une force vive locale, mobilisable sur des secteurs clés de notre société (agriculture, secteur alimentaire, services à la personne).

Enfin, le tissu associatif, déjà développé en France, reste un moyen privilégié pour « faire société » et participer activement à la vie de la cité dans son sens le plus large. Il faut veiller à maintenir son dynamisme et à renforcer son action à l'échelon local où il prend tout son sens.

Loin d'être simples, ces pistes permettent de remettre en question la notion de citoyenneté dans nos sociétés : droits automatiquement acquis, critique répandue de l'action publique sans s'imposer de participation active...dans la préservation de nos libertés et avec une nécessaire équité, il semble plus que jamais nécessaire de redonner au citoyen la profondeur de sa dimension.

**Renforcement du programme d'éducation civique**

**Généralisation des Conseils Municipaux des Jeunes**

**Communication sur la nécessité du service civique et/ou des travaux d'intérêt généraux sur la base du volontariat**

**Contribution active des collectivités locales au développement du tissu associatif**